Chapitre 4 – La crise des années 30

EXTRAIT DU PROGRAMME : 1. Histoire économique et sociale des principaux pays industrialisés au XXe siècle. Histoire économique des nations européennes et des États-Unis d'Amérique de la Première à la Seconde Guerre mondiale.

PLAN DU COURS

- I. LES MANIFESTATIONS DE LA GRANDE DEPRESSION
 - A. UNE CRISE FINANCIERE
 - 1. LA CRISE BOURSIERE
 - 2. LA CRISE BANCAIRE
 - 3. L'IMPUISSANCE DES AUTORITES AMERICAINES
 - **B.** Une crise economique
 - 1. LA CHUTE DE LA PRODUCTION
 - 2. LA CHUTE DES PRIX
 - C. UNE CRISE SOCIALE
 - 1. LE CHOMAGE
 - 2. LES INEGALITES
- II. LES IMPLICATIONS DE LA GRANDE DEPRESSION
 - A. LES IMPLICATIONS POLITIQUES
 - **B.** LES IMPLICATIONS SYNDICALES
 - C. LES IMPLICATIONS SUR LA PENSEE ECONOMIQUE
- III. LES DIVERSES INTERPRETATIONS DE LA GRANDE DEPRESSION
 - A. LA CRISE DU SYSTEME FINANCIER AMERICAIN
 - B. LA CRISE FINANCIERE ET MONETAIRE INTERNATIONALE
 - C. LA CRISE DU CAPITALISME

Partie 1 - Histoire économique et sociale des principaux pays industrialisés au XXe siècle | Sous-partie 1 - De la PGM à la SGM | Chapitre 4 – La crise des années 30

EXERCICE N°1: Les trois erreurs économiques qui ont tué la république de Weimar

e jeune adolescente meurt en ce 23 mars 1933. 444 députés décident son exécution, qui enclenche le mécanisme de la catastrophe la plus meur trière du XX^e siècle, la Seconde Guerre mondiale. Cette adolescente est la démocratie allemande. Une enfant trop fragile pour résister à des choix politiques funestes.

Mais aussi à trois choix économiques fatals. En Allemagne, la démocratie naît deux jours avant la fin de la Grande Guerre, le 9 novembre 1918. Le pays avait déjà expéri-menté une forme de régime parlementaire lors de l'émergence de l'empire en 1871, avec une constitution qui donnait officiellement la main au Reichstag sur les lois et le budget. Mais l'empereur gardait la tutelle du chan-celier. Début 1918, alors que l'Allemagne perd du terrain sur les champs de bataille les troubles sociaux se multiplient. Une grève paralyse les usines métallurgiques, indispensables à la production d'armes et de munitions. La révolution russe n'est pas très loin... Le 28 octobre, l'empereur Guillaume II concède une nouvelle constitution où le chancelier est désormais choisi par le Reichstag – et responsable devant lui. Mais cela ne suffit pas. Les émeutes se

multiplient, gagnant Berlin ce 9 novembre. Philipp Scheidemann, l'un des dirigeants du Parti social-démocrate (SPD), proclame la « République allemande », prenant de vitesse le communiste Karl Liebknecht qui déclare une « République socialiste »... deux heures plus tard. Le lendemain, Guillaume II s'enfuit aux Pays-Bas. La démocratie alle-mande naît donc dans la fureur des révoltes et le goût amer de la défaite. On peut rêver berceau plus confortable. Les premiers mois seront aussi agités. En décembre, des soldats se mutinent. En janvier 1919, un soulèvement de l'extrême gauche est écrasé dans le sang. Le 15, ses leaders, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, sont assassinés par des militaires. Et le 19... les Allemands votent pour élire leurs représentants à une Constituante, donnant le pouvoir au SPD.

« L'Allemagne paiera »..

La situation reste tellement tendue que le Parlement se réunit à Weimar pour échap-per aux émeutes berlinoises. La nouvelle constitution est adoptée fin juillet. L'Allemagne entre dans la république de Weimar, mais à reculons. La majeure partie de la droite regrette la monarchie. La gauche extrème reproche au SPD d'avoir trahi la classe ouvrière. Et le gouvernement se rési-gne à signer le traité de Versailles écrit par

les vainqueurs de l'Allemagne. Ce traité aura deux conséquences dra-matiques. Politiquement, la reconnais-sance de la responsabilité de l'Allemagne dans le conflit sera un puissant ferment d'instabilité politique, manié en particulier par l'extrême droite où un jeune exalté du nom d'Adolf Hitler commence à percer du côté de Munich. Economiquement, l'Alle-magne est condamnée à payer de lourdes réparations de guerre », sur l'insistance de la France qui veut sa revanche de la défaite humiliante de 1870 où elle avait dû verser 5 milliards de francs (près de 30 % de son PIB) à son vainqueur. « L'Allemagne

Cest le premier des trois choix qui emmêeront le pays sur la voie de la catastrophe Celui-ci a été imposé à l'Allemagne. Les

SÉRIES D'ÉTÉ 3/5 **COMMENT MEURENT LES DÉMOCRATIES?**

Les trois erreurs économiques qui ont tué la république de Weimar

Engendrée à la fin de la Grande Guerre, marquée par un climat quasi-permanent de violences politiques, la république de Weimar n'a pas résisté à des politiques économiques aberrantes.

deux suivants seront décidés par des gou-

vernements du pays.

L'un des négociateurs britanniques, l'économiste John Maynard Keynes, tirc en vain la sonnette d'alarme sur la crise que le paiement de ces réparations risque de pro-voquer en Allemagne. Dépité, il rentre à Londres où il écrit un livre titré « Les consé quences économiques de la paix », son pre-mier best-seller qui lui vaudra gloire et for-tune. Aujourd'hui, les historiens débattent encore du caractère « insupportable », pour reprendre le mot de Keynes, des sanctions infligées. Ce qui est sûr, c'est que l'Allemagne, sortie exsangue du conflit, est dans une situation financière très tendue au début des années 1920, entretenue par les réparations. Fin 1922, le chancelier de l'époque suspend les versements. Paris ripo en occupant la Ruhr.

L'un des négociateurs britanniques, l'économiste John Maynard Keynes, tire en vain la sonnette d'alarme sur la crise que le paiement de ces « réparations de guerre » risque de provoquer en Allemagne.

Les ouvriers de ce puissant bassin indus triel se mettent en grève. L'argent manque encore davantage. Le gouvernement prend alors le deuxième des choix économiques qui mèneront le pays à la catastrophe : il décide de faire tourner la planche à billets.

Comme en France un siècle plus tôt avec les assignats, la machine tourne de plus en plus vite. La quantité de monnaie devient astronomique. Il faut une brouette de billets pour acheter un pain. En août, la valeur du Reichsmark en dollar n'est plus que le cen-tième de ce qu'elle était en janvier. Les épargnants sont rincés. L'hyperinflation laissera des plaies ouvertes dans la société alle-mande. En attendant, la révolte gronde. La Bavière, la Thuringe, la Saxe renient le pouvoir central.

Un âge d'or

A Munich, Adolf Hitler a pris du galon. Celui qui avait été infiltré par l'armée dans un groupuscule ultranationaliste pour le surveiller a pris son travail tellement à cœur qu'il en est devenu l'orateur puis le leader. Il fait gonfier les effectifs. Et le 9 novembre 1923, il lance un putsch d'une brasserie de Munich en affirmant que « le gouvernement bavarois est renversé ». Le chef du Parti national-socialiste des travailleurs allemands veut ensuite marcher sur Berlin. comme Mussolini avait marché sur Rome. La tentative échoue piteusement. Hitler est expédié en prison où il passe plus d'un an. Il en profite pour écrire « Mein Kampf ». Et en sort avec la conviction qu'il lui faudra accéder légalement au pouvoir. L'hyperinflation s'arrête avec l'arrivée au

pouvoir d'un nouveau chancelier. De centre droit, Gustav Stresemann s'engage à respec-ter les obligations financières du pays et crée une nouvelle monnaie. Devenu plus tard ministre des Affaires étrangères, il négocie un aménagement du paiement des indemnités avec l'émissaire américain Charles Dawes. L'Allemagne connaît enfin un moment d'apaisement, le premier depuis une décennie. Elle normalise ses relations avec ses voisins, reconnaît ses

frontières occidentales, entre à la Société des Nations. Le gouvernement crée une assurance-chômage, augmente les retraites, instaure un système d'arbitrage des conflits sociaux. La scène artistique nouit. L'historien français Charles Wahl parlera plus tard d'un âge d'or.

Mais une autre crise économique fait tout voler en éclats. Elle commence par un simple ralentissement. Dès 1928, les étran-gers investissent moins en Allemagne, alors que leurs apports sont indispensables pour financer le déficit courant du pays. Puis les Américains importent moins goulûment Le krach de Wall Street en octobre 1929 transforme le coup de frein en une chute brutale. Le chômage galope en Allemagne. Le chancelier SPD de l'époque jette l'éponge dans un pays qui compte bientôt 3 millions de chômeurs (14 % des actifs). En mars 1930, le président Paul von Hindenburg, un héros de la guerre, appelle à la chancellerie Hein-rich Brüning, un conservateur catholique qui entend d'abord rétablir les comptes publics. Ce choix de l'austérité budgétaire constitue le troisième des choix économi-ques qui ont fini par jeter le pays dans les bras de Hitler.

Brûning augmente massivement les impôts, taille dans l'assurance-chômage et les prestations sociales et réduit le salaire des fonctionnaires, ce qui aggrave la crise Le Reichstag rejette son projet de budget. Il riposte en dissolvant l'assemblée. Le Parti national-socialiste, qui avait eu moins de 3 % des suffrages deux ans plus tôt, devient le deuxième parti du pays derrière le SPD avec 18 % des voix.

Brüning s'accroche au pouvoir. Faute de majorité, il poursuit sa politique asphyxiante à coups de décrets-lois (bientôt surnommé les « décrets de la misère »). commençant à habituer le peuple à une

forme d'autoritarisme. Le pays rentre dans une spirale dépressive. De grandes banques font faillite, entrainant des milliers d'entreprises dans leur naufrage. La production chute de 30 %, le chômage touche plus de 6 millions d'actifs.

« Chancelier de la faim »

Des travaux récents, menés notamment par le président de l'Institut de Kiel, Moritz Schularick, estiment que la politique d'austérité de Brûning a amputé le PIB de 4 % et mené près de deux millions de personnes au chômage, « pavant la route du succès des partis extrémistes ». D'autres travaux ont montré que les cantons où la politique du « chancelier de la faim » a eu les effets les plus violents sont ceux où le vote nazi a

ensuite le plus progressé. Les violences se multiplient, venant à la fois des communistes de plus en plus radi-caux et des nazis. En 1932, l'Assemblée est dissoute par deux fois. Le parti d'Adolf Hit-ler gagne encore du terrain en promettant des millions d'emplois, en accusant les Juifs des malheurs de la patrie et en profitant des divisions insurmontables entre communis-tes et socialistes. Il remporte 37 % des suffrages aux élections législatives de juillet et

presque autant en novembre. Hitler est soutenu par des magnats de l'industrie, les partis conservateurs, les nostalgiques de l'empire. Le 30 janvier 1933, le vieux Hindenburg finit par céder en nom-mant chancelier le leader nazi. Hitler empare aussitôt des leviers du pouvoir. Et le 24 mars 1933, il fait adopter à une large majorité par le Reichstag une loi de « réparation de la détresse du peuple et du Reich » qui lui accorde les pleins pouvoirs, rejetée seulement par le SPD – les communistes ayant été préalablement expulsés. La jeune démocratie allemande expire.

Des travaux récents estiment que la politique d'austérité de Brüning a amputé le PIB de 4 % et mené près de deux millions de personnes au chômage, « pavant la route du succès des partis extrémistes ».

L'économie est bien sûr loin d'être la seule cause de la victoire du nazisme. Hitler a beaucoup exploité la nostalgie de la gran-deur passée de l'empire et une haine des Juifs très ancienne, ravivée par des nationa listes depuis la fin du XIX° siècle. Mais quand le dramaturge Bertolt Brecht écrit en 1941 « La résistible ascension d'Arturo Ui », une pièce de théâtre où il transpose la montée de Hitler dans le Chicago des gangs-ters, il en fait une fable économique où les coupables sont des négociants en choux-fleurs. Comme si l'économie était le ventre fécond d'où surgit « la bête immonde

Demain Vichy, 1940 : la III^e République meurt de résignation

Source: Les Echos, juillet 2024.

Question 1.1 Identifiez les trois erreurs qui selon l'auteur ont conduit à la fin de la république de Weimar.

Question 1.2 Expliquez pourquoi la politique d'austérité budgétaire adoptée par le Chancelier Brüning était très probablement inadaptée d'un point de vue économique.